

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

Monsieur le Directeur de la
SAS PORTES DE L'ABBAYE
75, rue de Tournai

59200 TOURCOING

RECOMMANDE AVEC AR

N° 133/PE

Lille, le **31 JAN. 2018**

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, enregistré sous le n° 59-2017-00126 concernant :

**« l'aménagement d'un quartier sur 10,76 ha « les Portes de l'Abbaye »
sur la commune de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE »,**

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration, sous réserve de la prise en compte de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 23 janvier 2018, joint au présent courrier. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.

Cet accord est basé sur le dossier déposé le 04 août 2017, complété le 06 novembre 2017.

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti, **préalablement**, de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer ces dates sur la base du modèle joint à l'arrêté préfectoral.

Copie de ce courrier sera également adressée à la mairie de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

.../...

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

Rachida JOETS, en charge de l'instruction de votre dossier, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03.28.03.86.35 ; mail : rachida.joets@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes salutations distinguées.

La responsable du Service Eau Environnement



Isabelle DORESSÉ

Copie à : Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille



PRÉFET DU NORD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU NORD

Service Eau Environnement
Unité police de l'eau

**Arrêté préfectoral portant prescriptions particulières concernant
l'aménagement d'un quartier sur 10,76 Ha « Les portes de l'Abbaye »
sur la commune de Saint-André-lez-Lille (Nord)**

(dossier n° 59-2017-00126)

**Le préfet de la région des Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L214-1 et suivants, et R214-1 et suivants, portant sur le régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau ;

Vu la loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M. Michel LALANDE, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord à compter du 4 mai 2016 ;

Vu le décret du 28 septembre 2016 par lequel la région issue du regroupement des régions Nord - Pas-de-Calais et Picardie est dénommée « Hauts-de-France » ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie approuvé le 16 octobre 2015, arrêté par le préfet coordinateur de bassin le 23 novembre 2015, abrogeant le SDAGE du bassin Nord-Picardie approuvé le 20 novembre 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017 portant délégation de signature à M. Olivier JACOB, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu la demande reçue le 04 août 2017, enregistrée sous le numéro 59-2017-00126, présentée par la société SAS Portes de l'Abbaye 75, rue de Tournai – 59 200 TOURCOING, relative à l'aménagement d'un quartier sur 10,76 Ha « Les portes de l'Abbaye » sur la commune de Saint-André-lez-Lille (Nord) ;

Vu le dossier déposé le 04 août 2017, la note complémentaire reçue le 06 novembre 2017 ;

Vu le porter à connaissance au bénéficiaire de l'autorisation du 11 décembre 2017 du projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières statuant sur sa demande et lui accordant un délai d'un mois pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

Vu l'avis émis par le bénéficiaire de l'autorisation en date du 22 décembre 2017 ;

Considérant que l'imperméabilisation des sols doit faire l'objet d'une compensation en tamponnant les eaux pluviales avant rejet au milieu naturel, pour lutter contre le risque inondation ;

Considérant que la pollution historique du site nécessite la mise en place de dispositions particulières ;

Considérant que les engagements pris au dossier de déclaration nécessitent d'être précisés afin d'assurer les enjeux de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau prescrits par le Code de l'Environnement ;

Considérant que la pollution des sols mise en évidence par l'étude intitulée « Diagnostic approfondi et analyse des risques sanitaires résiduels » et réalisée par HPC Envirotec nécessite des prescriptions particulières ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet du présent arrêté préfectoral

La société SAS Portes de l'Abbaye 75, rue de Tournai – 59 200 TOURCOING, ci-après dénommée « le bénéficiaire de l'autorisation », est autorisée à procéder aux travaux d'aménagement d'un quartier sur 10,76 Ha « Les portes de l'Abbaye » sur la commune de Saint-André-lez-Lille (Nord), conformément aux dispositions et plans mentionnés dans son dossier de déclaration, dans sa version du 04 août 2017 complétée par l'additif du 06 novembre 2017 et celles du présent arrêté.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté préfectoral, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

En particulier, les données d'un complément prévalent sur le complément précédent ou le dossier initial lorsqu'elles diffèrent.

Le projet est implanté sur un ancien site industriel, la parcelle cadastrale BK 1 de la commune de Saint-André-lez-Lille (Nord) exclusivement en contexte urbain. La surface totale est de 10,76 Ha. Aucun bassin versant naturel n'est intercepté.

Les limites d'emprise du projet sont :

- Au Nord : le pont de l'Abbaye,
- Au Sud : la voie ferrée existante,
- À l'Ouest : la rue Sadi Carnot,
- À l'Est : la Deûle.

Une fois les aménagements réalisés, seront rétrocedés :

- les ouvrages d'assainissement et les voiries créées à la MEL,
- les espaces verts à la commune de Saint-André-lez-Lille ou à la MEL suivant le cas.

Dans l'attente de ce transfert, le bénéficiaire de l'autorisation en assurera l'exploitation et l'entretien.

Le dossier est concerné par les rubriques de la nomenclature définie à l'article R214-1 du code de l'environnement décrites ci-dessous :

1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Pose de 3 piézomètres Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface totale de l'opération égale à 10,76 ha Déclaration

Article 2 - Prescriptions particulières relatives au projet

Aucun rejet direct des eaux de ruissellement issues des bâtiments, des voiries, des parkings, des espaces verts de la parcelle aménagée n'est autorisé.

Les eaux pluviales du projet, issues du domaine public et privé, sont gérées par tamponnement dans l'emprise du projet puis rejetées :

- pour la majeure partie, au débit régulé de 19,59 l/s vers le canal de la Deûle,
- et uniquement pour le lot I au sud-ouest de l'emprise, au débit régulé de 1,93 l/s au réseau communautaire existant de la rue Sadi Carnot.

Seules les eaux pluviales issues du projet seront collectées, la collecte des eaux pluviales issues de la voirie existante (rue Sadi Carnot) sera maintenue.

Le bénéficiaire de l'autorisation respectera le principe d'acheminement de l'ensemble des eaux pluviales des parcelles vers leur exutoire respectif, tel que défini dans le dossier et comme représenté à l'annexe 1. À chaque connexion d'un sous-bassin versant, le bénéficiaire procédera à l'ajustement des débits régulés, notamment le débit régulé final de 19,59 l/s qui sera mis en place uniquement à la fin du projet.

Le volume de tamponnement des eaux pluviales devra être garanti pour une pluie d'occurrence centennale. Le détail des capacités par ouvrage de tamponnement est repris dans le tableau en annexe 2.

Ces ouvrages de tamponnement seront des ouvrages enterrés et étanches (ouvrages en caissons, ouvrages en chaussée réservoir) et des noues étanches.

Du fait de la présence d'un niveau de nappe élevé, l'étanchéité des ouvrages de tamponnement sera réalisée à l'aide de géomembrane en polypropylène flexible et homogène, protégée d'un feutre anti poinçonnement en contact avec le terrain naturel. Le bénéficiaire de l'autorisation assurera notamment l'étanchéité des raccords entre les ouvrages de tamponnement étanches et les canalisations d'arrivée et de sortie d'eau pluviale.

Aussi, lors de la mise en œuvre des ouvrages de tamponnement, le bénéficiaire de l'autorisation devra prendre en compte une éventuelle poussée de nappe et la compensation de celle-ci.

Afin d'éviter l'intrusion des eaux parasites, les ouvrages hydrauliques (bouches d'égout avec grille ou avaloirs, regards de visite ou de pied, ouvrages divers, ...) seront surélevés par rapport aux plus hautes eaux de nappe présentes sur le site.

Les noues seront étanches et disposées à plat (sans pente). Elles joueront le rôle d'ouvrages d'acheminement et de tamponnement, sans infiltration. Elles n'auront pas de fonction d'espace vert de détente et seront exclusivement dédiées au tamponnement des eaux pluviales. Cet usage devra être porté à la connaissance des riverains et des usagers.

Tous les ouvrages hydrauliques (EU et EP) existants sur le site du projet devront être retirés et évacués vers des centres adaptés.

En lieu et place des ouvrages de tamponnement, tout matériau impropre sera purgé, évacué ou enfoui dans une autre partie du site et le remblai des différents ouvrages d'assainissement sera réalisé avec des matériaux d'apport inerte type sable.

Les derniers ouvrages hydrauliques réceptionnant les eaux pluviales (hormis celles issues des toitures) avant les ouvrages de tamponnement, seront équipés d'une décantation utile 240 Litres et d'un système de filtration (type ADOPTA ou équivalent).

Le nettoyage des ouvrages équipés de filtre ADOPTA sera réalisé suivant les prescriptions du fabricant de ce type de filtre.

Les noues et le bassin paysager seront plantées d'espèces hygrophiles dégraissantes.

Les ouvrages de gestion et tamponnement des eaux pluviales devront être en service et opérationnels dès création des voiries, même provisoire.

Les ouvrages de gestion des eaux usées devront être en service et opérationnels au plus tard au début de la construction des bâtiments.

Article 3 - Prescriptions particulières à l'étanchéité des ouvrages

Une inspection télévisée et des contrôles d'étanchéité seront réalisés sur l'ensemble des ouvrages hydrauliques et d'assainissement, avant leur mise en service.

Une copie du rapport de ces contrôles d'étanchéité sera tenu à disposition du service police de l'eau. Dans ce rapport, figureront les coordonnées du bénéficiaire de l'autorisation, du ou des organismes de contrôle, la date du contrôle, éventuellement les problèmes rencontrés et les solutions apportées.

Article 4 - Travaux

4.1 - Avant démarrage des travaux

Le bénéficiaire géo-référencera la position (RGF 93 système France) des 3 piézomètres mis en place en mars 2017.

Lors du retrait des 3 piézomètres mis en place dans le cadre de l'étude sol, le bénéficiaire de l'autorisation doit procéder à leur neutralisation conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003.

4.2 - Démarrage des travaux

Le bénéficiaire de l'autorisation avertira le service de police de l'eau, au moins quinze jours à l'avance, de la date de démarrage des travaux d'aménagement, de même en cas d'interruption et à la reprise du chantier. Un modèle de transmission est joint en annexe 3.

4.3 - Fin des travaux

Dans un délai de 15 jours, après réception des travaux et levée des réserves, le bénéficiaire tiendra à disposition du service en charge de la police de l'eau le plan de récolement (sous format informatique, extension DXF, recalé en coordonnées Lambert RGF 93, système France) identifiant clairement les piézomètres géo-référencés, les ouvrages de gestion des eaux usées et pluviales, faisant notamment apparaître les RV, les regards de pied, les ouvrages de tamponnement, les raccords sur réseaux existants, les réseaux existants. À ce plan de récolement seront joints les détails des ouvrages de tamponnement et les résultats des contrôles d'étanchéité.

Article 5 - Prescriptions spécifiques aux travaux

Durant la phase de travaux et après travaux, le bénéficiaire de l'autorisation veillera à la mise en œuvre des mesures suivantes de façon à limiter les risques d'incident et d'impact sur les milieux naturels. Il est responsable de l'application de celles-ci pour l'ensemble des phases travaux.

En l'absence d'étude détaillée de la quantité et de la qualité des eaux souterraines, aucun pompage et rejet des eaux de nappe vers la Deûle n'est donc autorisé. Dans le cas où un rabattement de nappe s'avérerait nécessaire, une demande spécifique visant les rubriques concernées (1.1.2.0 et 2.2.3.0 1°) doit être faite auprès du Service de Police de l'Eau avec à l'appui une étude détaillée du volume d'eau pompé et de la qualité de ces eaux préalablement à tout rabattement de nappe.

Après analyse, les déblais pollués seront évacués vers des centres de traitements adaptés. Les remblais seront réalisés par des matériaux inertes et exempts de toutes pollutions.

5.1 - Tenue du chantier

Le chantier sera placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des prescriptions du présent arrêté. Ce dernier sera responsable de la tenue d'un journal de chantier, qui sera tenu à disposition du Service de Police de l'Eau.

Le chantier sera interdit au public, un grillage dissuasif et une signalétique devront être maintenus en place durant toute la phase de travaux.

5.2 - Gestion du chantier

Le bénéficiaire de l'autorisation devra :

- Assurer en permanence, aux abords du chantier, le nettoyage des voies et accès, l'enlèvement des boues et déchets divers.
- Éviter le colmatage et la destruction des ouvrages hydrauliques.
- Stationner les engins en dehors de toute zone décapée afin de limiter les risques de pollution des eaux.
- Stocker les hydrocarbures, réaliser le remplissage, la vidange et l'entretien des engins soit en des lieux adéquats en dehors du périmètre du site, soit sur des zones de rétention intégralement étanches comportant un système de confinement permettant de collecter les polluants liquides toxiques pour l'eau et l'environnement.
- Laver le matériel, quel qu'il soit, obligatoirement sur ces mêmes zones.
- Entreposer les déchets dans des bennes étanches et évacuer ceux-ci au fur et à mesure.
- Installer sur chantier, des sanitaires conformes à la législation en vigueur (installation d'un assainissement non collectif provisoire, ou d'un branchement provisoire sur le réseau existant).
- Mettre en œuvre des matériaux inertes ou dont la composition chimique n'est pas de nature à polluer les eaux.

5.3 - Écoulement des eaux

L'écoulement naturel des eaux superficielles sera normalement assuré pendant les travaux. Il ne devra pas y avoir de lessivage de matériaux, ni d'écoulement d'eaux pluviales souillées vers les ouvrages hydrauliques.

Les engins de chantier seront utilisés avec un soin particulier visant à minimiser les tassements de sols qui pourraient accroître, l'imperméabilisation de ceux-ci et générer des ruissellements. Le bénéficiaire veillera par tout moyen à limiter la remise en suspension des terres environnantes induites par les travaux et à limiter ainsi les risques pour l'environnement.

5.4 - Limitation des risques de pollution accidentelle

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sera mis en place et sera accompagné d'une sensibilisation du personnel de chantier.

En cas d'incident et de souillure accidentelle des sols (hydrocarbures, bitume, huiles,...) la partie souillée devra être immédiatement terrassée et évacuée vers des sites de décharge appropriés, les ouvrages souillés devront être nettoyés, les matériaux souillés seront évacués vers des sites appropriés.

Une alerte puis un rapport seront envoyés au service en charge de la Police de l'Eau dès connaissance de l'incident.

Article 6 - Conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté préfectoral, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux installations, ouvrages, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement des éléments du dossier doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Article 7 - Caractère et durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le bénéficiaire de l'autorisation de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du bénéficiaire de l'autorisation tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions du code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le bénéficiaire de l'autorisation changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de fonctionnement.

Article 8 - Transfert de l'autorisation à un autre bénéficiaire

Conformément à l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, le nouveau bénéficiaire doit se déclarer auprès du préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage ou le début de l'exercice de son activité.

Article 9 - Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu, dès qu'il en a connaissance, de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'accident ou de l'incident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire de l'autorisation demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

Article 10 - Accès aux installations et contrôles

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par le présent arrêté préfectoral, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation n'autorise entre autres pas à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

Article 12 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'autorisation de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, déchets et Code Minier en particulier.

Article 13 - Publication

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs et publié sur le site internet de la préfecture du Nord.

Un exemplaire sera affiché en mairie de Saint-André-lez-Lille pendant une durée de un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le soin du maire à la cellule de police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer du Nord (62 boulevard de Belfort, CS 90-007, 59 042 LILLE Cedex).

Article 14 - Recours

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Lille) dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par le bénéficiaire de l'autorisation, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 15 - Exécution et diffusion de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société SAS Portes de l'Abbaye et dont copie sera adressée, par la direction départementale des territoires et de la mer :

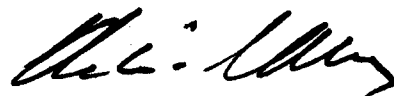
- au maire de la commune de Saint-André-lez-Lille,
- à la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France.

Fait à Lille, le

23 JAN. 2018

Le Secrétaire Général

Le Préfet



Olivier JACOB

Annexe 1 : Principe de découpage des sous-bassins versants / Débits de fuite et exutoires
Annexe 2 : Descriptif des ouvrages de tamponnement des EP
Annexe 3 : Document type de transmission de démarrage des travaux

Annexe 1 : Principe de découpage des sous-bassins versants / Débits de fuite et exutoires

Le plan ci-dessous reprend le principe de découpage des sous-bassins versants avec les sens de ruissellement des Eaux Pluviales dans l'opération que ce soit en privé ou en public.

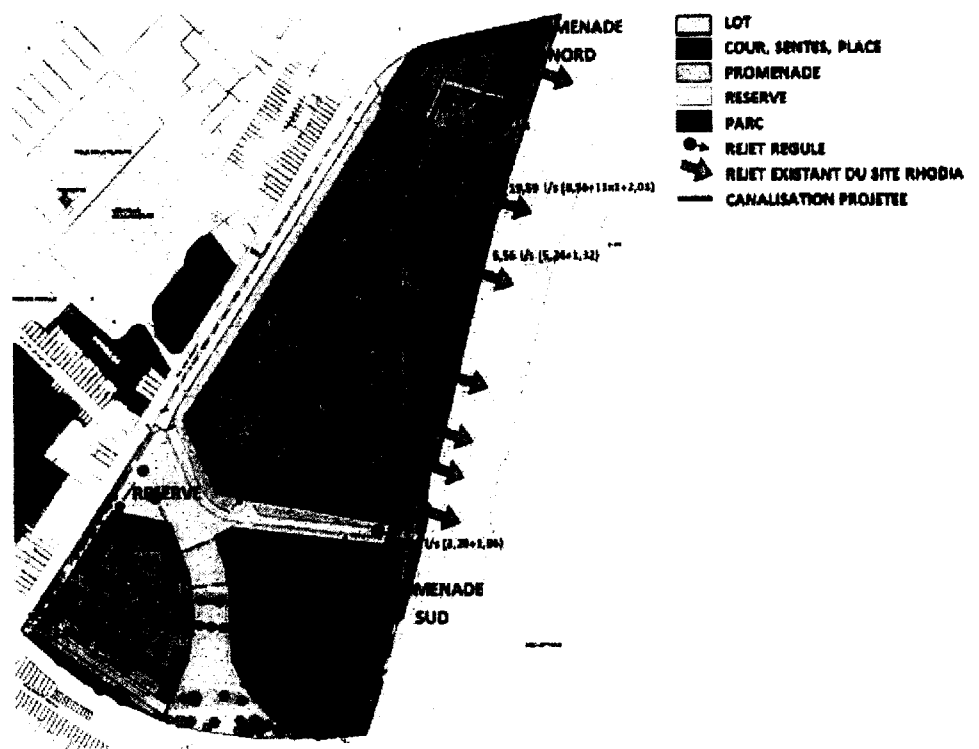


Le Secrétaire Général

Olivier JACOB

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 23 JAN. 2018

Le débit de fuite de chacun des bassins versants ainsi que leur exutoire sont repris sur le plan ci-dessous.

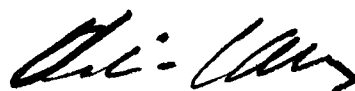


Un exutoire avec débit de fuite limité à 1,93 l/s sera réalisé à l'Ouest vers le réseau communautaire existant de la rue Sadi Carnot et un exutoire avec débit de fuite limité à 19,59 l/s sera réalisé à l'Est vers le canal de la Deûle.

Annexe 2 : Descriptif des ouvrages de tamponnement des EP

LOCALISATION	SURFACE (M ²)	DEBIT DE FUITE THEORIQUE (L/S)	DEBIT DE FUITE REEL (L/S)	VOLUME A TAMPONNER 100 ANS (MEJ)	VOLUME TAMPONNE (M ³)	TEMPS DE VIBRAGE (M)	EXÉCUTORE	AUTORISATION
LOT A	4 132	0,83	1,00	218,40	221,51	60,70	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT A'	1 865	0,57	1,00	63,53	65,01	17,80	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT B	2 897	0,54	1,00	152,36	154,09	42,30	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT B'	3 309	0,66	1,00	188,16	189,40	52,30	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT C	1 474	0,33	1,00	80,07	86,26	22,20	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT D	3 166	0,63	1,00	160,73	162,92	44,80	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT E	4 760	0,93	1,00	291,51	293,20	61,00	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT F	4 910	0,98	1,00	314,91	317,81	87,50	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT G	5 034	1,01	1,00	303,29	303,60	84,20	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT H	5 964	1,11	1,00	342,81	365,31	100,70	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
LOT I	12 536	2,51	1,93	785,38	787,31	113,00	CANALISATION DE LA RUE SAOI CARNOT	MEL
PARC	12 750	2,55	1,96	149,70	189,40	26,30	CANALISATION PROJETEE DES RESERVES	INTERNE A L'OPERATION
COUR + BERTES + PLACE	13 210	2,84	2,60	731,99	713,91	98,70	CANAL DE LA DEULE	VNF
PROMENADE - NORD	2 210	0,44	1,00	31,67	31,80	8,80	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
PROMENADE - SUD	8 543	1,71	1,32	136,94	137,36	28,80	CANALISATION PROJETEE DE LA COUR	INTERNE A L'OPERATION
RESERVES	21 289	4,25	3,28	664,57	483,28	39,30	CANALISATION PROJETEE DE LA PROMENADE SUD	INTERNE A L'OPERATION
TOTAL	107 620	21,31	21,32	4 461	4 482			

Le Secrétaire Général



Olivier JACOB

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 23 JAN. 2018

Annexe 3

A RENVoyer IMPERATIVEMENT AU SERVICE EN CHARGE DE LA POLICE DE L'EAU

SAS PORTES DE L'ABBAYE

« Aménagement d'un quartier sur 10,76 Ha « Les Portes de l'Abbaye » sur la commune de Saint-André-lez-Lille »

Dossier Loi sur l'Eau n°59-2017-00126

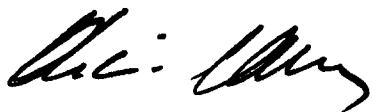
Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare

- démarrer les travaux à la date du
- achèvement des ouvrages à la date du

À retourner dûment complété à :

- DDTM du Nord
Service Eau Environnement – Unité police de l'eau
62 Boulevard de Belfort
CS 90007
59042 Lille Cedex

Le Secrétaire Général



Olivier JACOB

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 23 JAN. 2018

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

N° 134/PE

Monsieur le Maire de la commune de
SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE
Mairie de Saint-André-lez-Lille
89 Rue du Général Leclerc

59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE

Lille, le 31 JAN. 2018

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé le 04 août 2017 complété le 06 novembre 2017, par la SAS PORTES DE L'ABBAYE, concernant l'opération suivante « l'aménagement d'un quartier sur 10,76 ha « les Portes de l'Abbaye » sur la commune de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration ainsi que la copie de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 01 décembre 2017.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Rachida JOETS, en charge de l'instruction de votre dossier, enregistré sous le n°59-2017-00126 se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03.28.03.86.35 ; mail : rachida.joets@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à : Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille



PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
L'AMENAGEMENT D'UN QUARTIER SUR 10.76 HA "LES PORTES DE L'ABBAYE »
COMMUNE DE SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE

DOSSIER N° 59-2017-00126
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE
Le préfet du NORD
Officier de l'Ordre national du mérite
Officier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 04 août 2017, présenté par LES PORTES DE L'ABBAYE, enregistré sous le n° 59-2017-00126 et relatif à : L'AMENAGEMENT D'UN QUARTIER SUR 10.76 HA "LES PORTES DE L'ABBAYE" A SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**LES PORTES DE L'ABBAYE
75 RUE DE TOURNAI
59200 TOURCOING**

concernant :

L'AMENAGEMENT D'UN QUARTIER SUR 10.76 HA "LES PORTES DE L'ABBAYE"

dont la réalisation est prévue dans la commune de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 04 octobre 2017, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Dans ce cas, si vous entendez contester la décision d'opposition tacite, vous devez, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle est née la décision d'opposition tacite, conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le

10 AOUT 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de l'Unité Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.1.0)